

Fractures sociales

Marseille n'existe plus

Les effondrements dramatiques du 5 novembre 2018, rue d'Aubagne ont braqué une fois de plus les feux des projecteurs de manière négative sur la cité phocéenne. Ils ont mis en évidence les failles de la gestion urbaine de la ville, son manque d'anticipation et de suivi, notamment en matière foncière. Porte principale des flux migratoires en provenance d'outre-Méditerranée, Marseille ville fascine par sa diversité. Après avoir refusé la communauté urbaine en 1966 sous l'ère Deferre, Marseille vit aujourd'hui la fin de l'ère Gaudin et se cherche un destin de capitale métropolitaine. Son cas est atypique, en rien comparable aux autres

métropoles françaises. Marseille est un assemblage de villages, qui au cours des cent dernières années ont fini par se relier les uns aux autres, mais qui en réalité restent toujours autant de lieux de vie singuliers. L'auteur, professeur d'économie, président de l'Association régionale pour le développement local, brosse ici un tableau très factuel de cette ville. La description sociale et territoriale qu'il en fait aide à mieux comprendre les enjeux de cette cité millénaire et les difficultés qu'elle éprouve à fédérer les autres territoires qui l'entourent, Martigues, Fos, Salon, le Pays d'Aix, Aubagne et La Ciotat.

On peut établir des tableaux et des moyennes, faire de belles cartes et des photos magnifiques, présenter Marseille comme une ville cosmopolite où se croisent toutes les cultures du monde, mais la réalité est moins favorable. En fait le niveau des inégalités de toute nature qui caractérisent cette cité plus célèbre par ses règlements de compte, que connue par son potentiel scientifique, interroge sur sa réalité même.

En termes de revenus médian, les 16 arrondissements opposent les parties riches (7^e, 9^e, 12^e) ou même très riches (8^e) aux espaces les plus pauvres (1^e, 2^e, 14^e, 15^e) ou même très pauvres (3^e). Les habitants des 1^e, 2^e, 3^e, 14^e et 15^e du premier décile (les 10 % les plus pauvres) ont un revenu déclaré égal

à 0. Ils ne vivent que des transferts sociaux. Mais 4 000 ménages sont imposés sur la fortune. Celle des quatre premiers Marseillais les plus riches est équivalente au budget de la ville. Le taux de pauvreté varie de 11,5 % dans le 8^e à 51,2 % dans le 3^e. Au-delà des questions de revenus, les déséquilibres entre différentes parties de la cité s'expriment sur d'autres réalités. Les logements sociaux sont concentrés dans les quartiers nord. L'habitat dégradé et insalubre est celui du centre-ville. Les commerces de détail disparaissent au cœur des quartiers que l'on dit sensibles. Les services publics s'éloignent doucement des habitants qui en ont le plus besoin. On ne compte plus les fermetures de bureaux de poste ou de cabinets médicaux. L'école, maternelle et primaire, reste le dernier rempart de la République dans le centre et le nord de la ville. D'un côté, la rareté de l'emploi génère une économie de bazar entre petits boulots, « tombé du camion », travail au noir et trafic de drogue. De l'autre, des ingénieurs qualifiés et des entrepreneurs de talent, qui ne fréquentent pas le marché aux puces, construisent le Marseille de la compétitivité. L'accès au logement social est difficile. Non seulement l'offre est très insuffisante (le délai moyen d'attente est de 8 ans !), mais elle est inégalement répartie sur le territoire communal. Ainsi, le taux de logements sociaux est de 3,4 % dans le 6^e arrondissement et de 38,1 % dans le 15^e. Se développe dès lors, notamment au centre-ville un logement social de fait, souvent insalubre et toujours onéreux, dont les événements récents ont montré la dangerosité.

Ces déséquilibres deviennent invraisemblables au niveau des 111 quartiers qui composent Marseille. L'information statistique fait défaut. Mais quelques travaux universitaires démontrent que les écarts de conditions de vie sont de 1 à 50 ! Pour leurs habitants, les Hauts-de-Périer ou le Roucas-Blanc ne semblent pas appartenir à la même ville que la Belle-de-Mai ou Saint-Joseph. Les villas de la Corniche n'ont rien à envier à celles de la Côte d'Azur, les grands ensembles de la Castellane ou de la Savine rappellent les conditions de vie d'un autre âge. Tous ces territoires ne commu- ➔

Philippe Langevin
Professeur d'économie,
Président de l'Association régionale
pour le développement local.

→ niquent pas entre eux. Les classes favorisées font sécession. Elles se renferment dans les résidences de luxe de Saint-Giniez ou de Sainte-Anne, fréquentent les mêmes lieux, partagent les mêmes valeurs, ignorent le reste de la ville. Un grand nombre de cadres qui travaillent à Marseille habitent dans les villages tranquilles du pays d'Aix ou de la Côte Bleue. Ils ne vont jamais à la rencontre du Marseille paupérisé dont ils ne soupçonnent même pas la grande détresse. D'un autre côté, les classes populaires s'organisent comme elles le peuvent, sans même imaginer comment on vit dans les quartiers chics qu'elles ne fréquentent pas. Le mythe de la rencontre de tous au stade vélodrome ne résiste pas à la simple observation. Chaque tribune a sa propre clientèle. La référence à une ville d'accueil de population en danger, bienveillante et solidaire, est un mensonge effronté. Demandez aux Roms ou aux migrants ce qu'ils en pensent.

Pour autant, si Marseille va mieux que les Marseillais, c'est grâce aux grandes opérations d'urbanisme qui ont profondément bouleversé certaines parties de la ville, toujours les mêmes d'ailleurs. Les équipements du front de mer, Euro-Méditerranée, le Mucem, les tours CMA-CGM et la Marseillaise sont évidemment de qualité. Mais les emplois créés ou hébergés ne sont pas accessibles aux demandeurs de ces quartiers qui n'ont ni la qualification ni la mobilité pour pouvoir y prétendre. Les programmes de logements neufs ne leur sont pas destinés. Se côtoient alors le talent et la richesse avec le chômage et la précarité à quelques mètres les uns des autres. Il n'y a plus d'effets d'entraînement des quartiers favorisés sur les autres. Marseille est une ville-archipel où des îlots de réussites se déploient dans des milieux de précarité et des îlots de précarité dans des îlots de réussite.

L'impact de l'innovation technologique sur le marché du travail est insignifiant

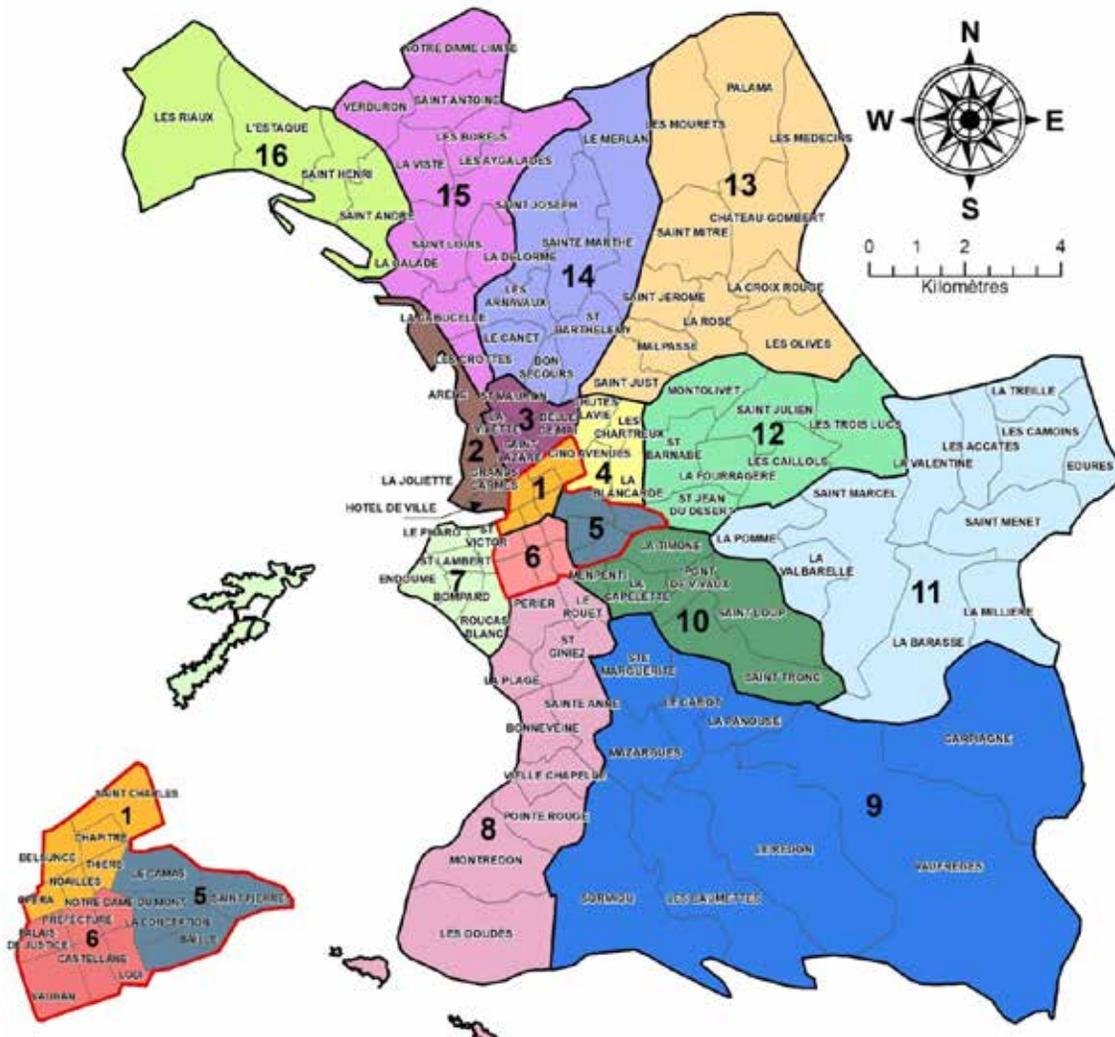
En matière économique, l'innovation est souvent présentée comme la réponse aux défis de notre temps. Mais elle est généralement assimilée au redéploiement du numérique, au développement des start-up et à l'intégration des entreprises dans des réseaux de performances par toute sorte de systèmes informatiques. Si on observe le succès des espaces de co-working, des *makers* et des Fabs-Labs (il faut parler anglais pour se faire comprendre), notamment dans le centre-ville, leur impact sur le marché du travail est insignifiant. Le numérique ne construit pas une société intégrative. Ces jeunes ingénieurs de talent ne sont pas des entrepreneurs. Non seulement la majorité des start-up ne franchissent pas le cap de leur première année, mais peu d'entre elles grandissent. Les pôles de compéti-

La tour La Marseillaise de Jean Nouvel (à droite de l'image) fait face à la tour imaginée par Zaha Hadid qui abrite le siège de CMA-CGM.

© Mike Fouque/Adobe Stock



Carte des arrondissements de Marseille et de leurs 111 quartiers.



de services, la modernisation de la voirie, l'insertion d'une jeunesse désorientée sans parvenir pour autant à ressouder le Marseille d'en haut avec le Marseille d'en bas.

Il faut alors se rendre à une évidence. Marseille n'existe plus. Ville ouvrière sans ouvriers, ville coloniale sans colonie, ville portuaire alors que l'essentiel du trafic lui échappe au bénéfice de Fos-sur-Mer, sans projet collectif à même de la reconstruire, la cité phocéenne est devenue un ensemble de quartiers qui ne se connaissent pas, d'habitants qui ne se fréquentent pas, d'ingénieurs venus d'ailleurs et d'aménageurs du territoire et déménageurs de leurs populations. Les tableaux de l'Insee ne font qu'additionner des situations qui ne sont pas comparables sur des totaux arithmétiques sans réalité sociale. Quand les écarts-type des indicateurs de développement sont au niveau de ceux calculés ici, les moyennes n'ont plus aucune signification. Les livres de photos sur Marseille sont plus nombreux que les analyses économiques ou sociales. Mais la réalité de

tivité écartent les actifs qui ne le sont pas. Ce sont les plus nombreux. La *smart city* n'aime pas les pauvres. Et le sous-emploi perdure. Entre 2010 et 2015, l'emploi au lieu de travail n'a pas augmenté. Son taux de croissance annuel moyen est de 0 %. Le taux de chômage au sens du recensement, des 15-64 ans, est de 18,5 %, et le taux d'activité de 66,9 %, l'un des plus faibles des grandes villes françaises.¹ Le taux de pauvreté, à 26,5 %, serait encore bien plus élevé si l'on prenait en compte les ménages légèrement au-dessus de ce seuil. La pauvreté invisible est bien plus forte que la pauvreté visible. La question posée est celle du destin des non compétitifs. L'immense potentiel de recherche des grands établissements publics et de l'université, ne bénéficie en rien aux habitants de la ville. La recherche est hors sol.

¹ Voir l'encadré du tableau comparatif des métropoles françaises.

C'est sans doute pourquoi la « politique de la ville » et, davantage encore, celle de la rénovation urbaine, n'ont pas réussi, malgré des investissements publics considérables, à renverser durablement la situation sociale des habitants de quartiers qui restent enfermés dans la précarité. Certes, la politique de la ville a permis au secteur associatif de conduire des actions intéressantes en matière de culture, d'activités sportives, de sécurité ou d'accompagnement à l'emploi sur les périmètres invraisemblables définis par la loi Lamy au sein de taches urbaines qui n'ont pas beaucoup de sens. La rénovation urbaine a mobilisé plus d'un milliard d'euros, ainsi que des aménageurs et des architectes « pour reconquérir les quartiers ». Ces actions, importantes et souvent conduites depuis longtemps, ne sont pas secondaires. Les 17 opérations de rénovation urbaine ont modelé des quartiers de misère par des démolitions et des constructions de logements sociaux, l'amélioration de l'offre

la ville n'est pas celle de son image.

Cette ville du verbe où l'on ne se parle pas

Tout n'est pas de la faute de Marseille, dans une société d'individus dont l'aspiration au bonheur individuel, ignore superbement le sens des engagements collectifs. Mais dans cette ville du verbe où on ne se parle pas, la valorisation des succès ne devrait pas occulter l'augmentation de la misère. Car la situation ne s'améliore pas. Le taux de pauvreté continue son irrésistible progression dans l'indifférence générale. Même si finalement, la situation de la ville n'est pas celle de beaucoup de capitales africaines, ce n'est pas l'augmentation du nombre de croisiéristes ou de petites entreprises innovantes qui l'explique. C'est le résultat de l'implication d'une société civile qui ne se retrouve plus dans une classe politique. Le secteur associatif reste puissant, malgré le retrait général des →

→ aides publiques. Dans tous les champs de la vie sociale, et notamment dans le combat contre la pauvreté, les associations apportent leur accompagnement et leur regard. Les entreprises participent activement à la reconstruction de la ville. Les Églises y ont aussi toute leur part.

On aurait aimé croire que la mise en place laborieuse de la métropole d'Aix-Marseille-Provence, en restituant la ville par rapport aux autres villes qui l'entourent autour d'un projet commun, participe activement à sa reconstruction. Pour l'instant, il n'en a rien été. Bien au contraire, la plupart des 91 maires concernés et notamment ceux d'Aix-en-Provence, Aubagne et Martigues ne cessent de s'opposer à toute forme de partage et relèguent encore davantage Marseille, déclarée responsable de tous les maux de la terre, à leur périphérie. C'est un comble.

En conclusion, Marseille n'existe plus comme entité visible et lisible pour affronter les défis de notre temps. De plus en plus segmentée, morcelée, précarisée, la ville navigue à vue sans parvenir à rebondir. Cet ensemble de quartiers ne fait pas une ville. Les marseillais seront le ciment de sa reconstruction

s'ils arrivent à donner un contenu à la solidarité et un sens à la fraternité.

Pour les mêmes raisons, demain, la métropole Aix-Marseille-Provence n'existera concrètement, que si les communes et les territoires qui la composent parviennent à se trouver des intérêts communs et réciproques.

Cela nécessiterait de repenser la gouvernance du territoire en réorganisant le système décisionnel du citoyen à la métropole et réciproquement.

Les responsables politiques en auront-ils la volonté ? C'est bien là toute la question... !

Place de la métropole marseillaise parmi les 22 métropoles françaises

La place d'Aix-Marseille-Provence parmi les 22 métropoles en France varie fortement d'un indicateur à un autre. Elle n'est pas très favorable. Ces territoires sont eux-mêmes très différents. Leur superficie va de 240 km² (métropole du Grand Dijon) à 8 621 km² (métropole du Grand Paris), le nombre de communes regroupées de 8 (Brest Métropole) à 131 (métropole du Grand Paris).

Dans cet ensemble qui regroupe plus de 19 millions d'habitants, Aix-Marseille-

Provence métropole se situe :

- En 2^e place après le Grand Paris par sa superficie et sa population.
- En 4^e place pour le taux de pauvreté après Lille, Strasbourg et Montpellier.
- En 6^e place pour le taux de chômage.
- En 11^e place pour sa croissance démographique moyenne 2010-2015.
- En 15^e place pour le revenu médian de ses habitants.
- En 19^e place pour le taux d'activité.
- En 20^e place pour la part des ménages imposés.

Tableau comparatif des 22 métropoles françaises en 2015.

Métropoles	Taux de pauvreté	Taux de chômage	Part ménages imposés	Taux d'activité
Métropole du Grand Paris	18,5	13,7	65,2	76,5
Aix-Marseille-Provence	18,5	15,6	55	69,9
Métropole de Lyon	15,7	14,3	59,6	73
Métropole européenne de Lille	19,3	17,2	52,1	70,4
Bordeaux Métropole	14,1	14,7	58,3	72,1
Toulouse Métropole	15,2	15,3	59,2	74
Nantes Métropole	11,9	13,7	59,7	73,6
Métropole Nice-Côte-d'Azur	17,6	14,2	56,1	72,9
Métropole Rouen-Normandie	16,7	17	54,5	71,4
Eurométropole de Strasbourg	19,5	16,1	55,9	70,6
Montpellier-Méditerranée Métropole	19,4	17,8	53,6	68,8
Grenoble-Alpes-Métropole	13,7	13,1	59,6	72,1
Rennes Métropole	13	13	59,1	70
Toulon-Provence-Méditerranée	16,8	15,5	53,6	70,7
Saint-Étienne Métropole	18,4	16,7	48,3	70,3
Métropole Tours-Val-de-Loire	15,2	15,2	56,3	71,4
Clermont-Auvergne Métropole	14,4	14,1	57,9	70,3
Orléans Métropole	15,2	13,8	60,5	74,1
Métropole du Grand Nancy	17,9	16,5	55,7	66,6
Métropole du Grand Dijon	13,5	14	60	71,2
Metz Métropole	17,2	15,9	59,4	70,5
Brest Métropole	13,2	13,1	53,9	69,2
France métropolitaine	14,9	13,7	55,4	73,8